

# Solutions d'associations

## Contre la pauvreté, favoriser l'accès et le retour à l'emploi

### CONSTAT et ENJEU

#### Une véritable urgence

À l'approche de l'élection présidentielle, il est urgent de tout mettre en œuvre pour lutter contre le fléau de la pauvreté et de mener, ensemble, une bataille des idées pour promouvoir une société plus juste et plus solidaire.

Selon l'Insee, le taux de pauvreté aurait augmenté de 0,2 point en 2015 pour atteindre 14,3 % de la population. Cela signifie qu'un Français sur sept a un niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian. Par ailleurs, la tendance à la hausse des inégalités de niveau de vie entamée en 2014 se poursuivrait<sup>1</sup>.

**Près de 9 millions de personnes, dont 3 millions d'enfants, vivent dans la pauvreté en France.**

Plus grave, comme le montre [le rapport statistique de 2015 du Secours Catholique](#), certaines catégories de population voient leur situation se dégrader : familles, femmes, enfants et personnes d'origine étrangère. Se nourrir, se loger, se chauffer sont des défis quotidiens pour un nombre croissant de Français.

**Le chômage compte bien sûr parmi les premiers facteurs explicatifs de cette pauvreté : 5,8 millions de personnes sont au chômage ou en situation de sous-emploi.**

12,3 % des emplois ont un statut précaire, ce qui représente 3,2 millions de personnes. Un tiers des chômeurs ne reçoit aucune indemnité, la moitié ne reçoit pas plus de 500 euros par mois. Le taux de chômage des personnes accueillies par le Secours Catholique, bien que stable, reste extrêmement élevé : 8 fois plus que pour l'ensemble de la société. Et pour ceux qui travaillent (15,5%), leur emploi est très précaire et ne leur permet pas de sortir de l'extrême pauvreté. Quant à la formation professionnelle, elle est tout simplement inaccessible : seulement 1,1 % des personnes accueillies en bénéficient.

Dans [L'État de la pauvreté en France](#), le Secours Catholique souligne que les personnes rencontrées sur le terrain viennent chercher une aide matérielle (notamment alimentaire), mais plus encore une écoute et un accueil.

**Rendre la société plus humaine passe la mobilisation des personnes en précarité. C'est en portant leur voix qu'on parviendra à réellement agir sur les causes de la pauvreté.**

## SOLUTIONS

**Pour agir contre la pauvreté, la priorité est de soutenir et d'accompagner l'accès et le retour à l'emploi**

Pour cela, nous préconisons :

- **de favoriser la création d'emplois au sein des milliers de structures d'économie sociale et solidaire**, très diverses, dont le projet économique est au service de l'utilité sociale et la dynamique de développement fondée sur un ancrage territorial et une mobilisation citoyenne.
- de mettre en œuvre des **innovations pour améliorer les politiques d'insertion**, en s'inspirant par exemple de l'expérimentation [« territoires zéro chômeur de longue durée »](#), initiée par ATD Quart Monde et portée par un collectif composé notamment du Secours Catholique, d'Emmaüs et d'ATD. Le principe est de s'appuyer sur des entreprises de l'économie sociale et solidaire pour créer de l'emploi, en lien avec les besoins d'un territoire, non encore satisfaits car peu solvables.
- de permettre aux chômeurs de très longue durée de bénéficier **d'un droit à la formation de 400 heures**.

La lutte contre la pauvreté passe aussi par :

- **La revalorisation des minima sociaux** via une politique plus volontariste. En ce sens, [la récente proposition du cercle de réflexion Terra Nova](#), qui préconise de remplacer les dix minima sociaux existant par une prestation unique, un « minimum décent » de 750 euros par mois environ pour une personne seule, versé sous conditions de ressources à partir de 18 ans, nous semble intéressante.
- **La lutte contre le non recours**. La tendance est de suspecter les personnes en précarité « bénéficiaires » de la protection sociale de se laisser assister, de ne pas vraiment chercher du travail, de profiter du système, de frauder... Pourtant, le problème n'est pas que le système des aides sociales est trop généreux, mais que le taux de non recours à ces aides est trop élevé : 50% en moyenne pour le RSA, au moins 30% pour la couverture maladie universelle complémentaire et 60% pour l'allocation complémentaire santé ! **Il faut donc simplifier les démarches d'accès aux droits** et créer des lieux dédiés à l'accompagnement, tels que les maisons d'accès aux droits. Le RSA doit également devenir réellement inconditionnel : il s'agit notamment de supprimer l'obligation de s'inscrire à Pôle Emploi pour pouvoir y prétendre.

- **L'ajustement du système d'imposition.** La France est devenue de plus en plus injuste et de moins en moins progressive au fil des dernières décennies. Dans les recettes du budget de l'Etat, la proportion de la TVA est 2,5 fois supérieure à celle de l'impôt sur le revenu. Or c'est une taxe « régressive » en ce sens que les pauvres la paient plus que les riches en proportion de leurs revenus : en moyenne 1 300 euros, soit 11,5 % du niveau de vie des plus pauvres, contre 3 600 euros, soit 5,9 % de celui des plus riches. **Nous proposons de baisser le taux de TVA sur les produits alimentaires de première nécessité** de 5,5 % à 2,1% et d'élargir le panier de biens éligibles au taux réduit de TVA de 5,5%, en veillant notamment à y intégrer des produits devenus de première nécessité. Par ailleurs, nous appelons à une lutte plus efficace contre l'évasion et les fraudes fiscales, qui passe par un renforcement des poursuites pénales et l'adoption de sanctions.

Février 2017

*Pour demain, les associations ont des idées, rendez-vous sur [www.solutionsdassociations.org](http://www.solutionsdassociations.org)*